

***Black Lives Matter* et autres manifestations de masse contre le racisme systémique et la brutalité policière**

Opinion collective de hauts fonctionnaires africains des Nations Unies (*)

Gémissement désespéré, appelant une mère décédée depuis longtemps. Parvenant du tréfonds des entrailles de la fragile humanité. Haletant, à bout de souffle. Implorant la miséricorde. Le monde entier entendant le cri tragique. La famille des nations scrutant son visage plaqué contre l'asphalte. Dououreux, insupportable, en plein jour. Cou pliant sous le genou et le poids de l'histoire. Doux géant, s'agrippant à la vie, désespérément. Besoin vital de respirer, sans entrave. Jusqu'à son dernier souffle.

Après les dernières semaines de protestations suite au meurtre de George Floyd alors qu'il était entre les mains de la police, nous avons tous été indignés, en tant que hauts dirigeants d'origine africaine aux Nations Unies, par l'injustice du racisme qui est toujours omniprésent dans le pays hôte de l'ONU et à travers le monde.

On ne dira jamais assez sur les traumatismes profonds et les souffrances intergénérationnelles qui ont résulté de l'injustice raciale perpétrée au cours des siècles, en particulier contre les personnes d'ascendance africaine. Mais la simple condamnation des expressions et des actes de racisme ne suffit pas.

Nous devons aller au-delà et faire plus.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré que «nous devons élever la voix contre toutes les expressions de racisme et les cas de comportement raciste». Après le meurtre de M. George Floyd, le cri «*Black Lives Matter*» qui retentit aux États-Unis et dans le monde est plus qu'un slogan. La vie des Noirs, en plus de compter, est essentielle à la réalisation de notre dignité humaine commune.

L'heure est venue de passer de la parole aux actes.

Nous le devons à George Floyd ainsi qu'à toutes les victimes de discrimination raciale et de brutalités policières, de démanteler les institutions racistes. En tant que dirigeants dans un système multilatéral, nous pensons qu'il nous incombe de parler au nom de ceux dont la voix a été réduite au silence et de plaider pour des réponses effectives de nature à lutter contre le racisme systémique, un fléau mondial qui s'est perpétué au fil des siècles.

Le meurtre choquant de George Floyd est enraciné dans un ensemble plus large et inextricable de problèmes qui ne disparaîtront pas si nous les ignorons. Il est temps que les Nations Unies intensifient leurs efforts et agissent de manière décisive pour qu'il soit mis fin au racisme systémique contre les personnes d'ascendance africaine et autres groupes minoritaires «en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion» comme stipulé à l'article 1 de la Charte des Nations Unies. En effet, le fondement des Nations Unies est la conviction que tous les êtres humains sont égaux et ont le droit de vivre sans crainte de persécution.

C'est au plus fort du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis et durant la période de l'émergence de nations africaines indépendantes post-coloniales qui ont rejoint les Nations Unies que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CIEDR) est entrée en vigueur en 1969.

Ce fut une période charnière dans l'histoire. L'effondrement de l'apartheid en Afrique du Sud, imputable en partie aux Nations Unies, est un des accomplissements dont l'Organisation est le plus fière.

Les droits de l'homme et la dignité des Noirs en Afrique ainsi qu'à travers la diaspora africaine ont résonné comme un signal puissant pour les générations futures, que les Nations Unies ne fermeraient pas les yeux sur la discrimination raciale et ne toléreraient pas l'injustice et le sectarisme servis par des lois injustes. Prenant appui sur cette nouvelle ère, l'Organisation des Nations Unies doit user de son influence pour nous rappeler une fois de plus la mission inachevée d'éradiquer le racisme, et exhorter la communauté des nations à éliminer les taches du racisme sur l'humanité.

Nous saluons les initiatives prises par le Secrétaire général pour renforcer le discours mondial contre le racisme qui s'attaque au racisme systémique à tous les niveaux ainsi que ses conséquences partout où il existe, y compris au sein même de l'Organisation des Nations Unies.

Si nous voulons être de bons dirigeants, nous devons le faire par l'exemple. L'initiation et la promotion d'un changement réel exigeront une évaluation honnête de la façon dont nous appliquons la Charte des Nations Unies au sein de notre institution.

Notre expression de solidarité reflète bien nos responsabilités et obligations en tant que fonctionnaires internationaux de nous élever contre l'oppression et la dénoncer. En tant que dirigeants, nous partageons les convictions fondamentales et les valeurs et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies qui ne nous permettent pas de garder le silence.

Nous nous engageons à mettre à profit notre expertise, notre leadership et nos mandats respectifs pour lutter contre les causes profondes et promouvoir les changements structurels qui doivent être mis en œuvre si nous voulons mettre fin au racisme.

Près de 500 ans après le début de la révoltante traite transatlantique des Africains, nous avons atteint un point critique de l'arc de l'univers moral, à l'heure où nous approchons la fin de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine en 2024, dans quatre ans seulement. Utilisons notre voix collective pour répondre aux aspirations de nos communautés afin que l'ONU exerce son pouvoir moral en tant qu'institution pour opérer un changement mondial. Prêtons notre voix pour la réalisation de la vision transformatrice propre à l'Afrique telle que contenue dans son Agenda 2063, vision qui est conforme à l'Agenda 2030 mondial.

L'Afrique est le berceau de l'humanité et le précurseur des civilisations humaines. En tant que continent, elle doit jouer un rôle prépondérant pour que le monde puisse parachever le développement durable et la paix.

Tel était le rêve des fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine, c'était aussi la ferme conviction de dirigeants éminents tels que Kwame Nkrumah et d'éminents intellectuels tels que Cheikh Anta Diop.

N'oublions jamais les paroles du président Nelson Mandela: "*Nier aux gens leurs droits humains, c'est remettre en cause leur humanité même*".

Gardons toujours à l'esprit l'exhortation du leader des droits civiques Fannie Lou Hamer: « *Personne n'est libre tant que nous ne sommes pas tous libres* », qui a été reprise par le Dr Martin Luther King Jr., « *Une injustice, où qu'elle se produise, est une menace pour la justice partout ailleurs* ».

Des années plus tard, leurs paroles se sont retrouvées dans la diversité de la nation arc-en-ciel, l'Afrique du Sud, et énoncées par l'homme de paix, l'archevêque Desmond Tutu, dans sa déclaration « *la libération des Noirs est une condition indispensable à la libération des Blancs - personne ne sera libre tant que nous ne serons pas tous libres .* »

(*) Tous les signataires énumérés ci-dessous sont de hauts fonctionnaires des Nations Unies qui occupent le rang de Secrétaire général adjoint. Ils ont signé cette opinion à titre personnel:

Tedros ADHANOM GHEBREYESUS
Mahamat Saleh ANNADIF
Zainab BANGURA
Winnie BYANYIMA
Mohamed Ibn CHAMBAS
Adama DIENG
Bience GAWANAS
François Lounceny FALL
Gilbert HOUNGBO
Bishar A. HUSSEIN
Natalia KANEM
Mukhisa KITUYI
Jeremiah Nyamane MAMABOLO
Phumzile MLAMBO-NGCUKA
Mankeur NDIAYE
Parfait ONANGA-ANYANGA
Moussa D. OUMAROU
Pramila PATTEN
Vera SONGWE
Hanna TETTEH
Ibrahim THIAW
Leila ZERROUGUI